

- <https://alter.quebec/milei-veut-modifier-les-rapports-de-force-en-soumettant-les-mouvements-sociaux-claudio-katz/>

« Milei veut modifier les rapports de force en soumettant les mouvements sociaux » – Claudio Katz

Par

Rédaction-coordination JdA-PA

-

7 février 2024

Nous publions cette entrevue de Claudio Katz, économiste, chercheur et professeur à l'Université de Buenos Aires sur la politique du nouveau président d'Argentine, Javier Milei, accordée à Rébellion le 5 Février 2024.

«Milei cherche à introduire en Argentine une réforme du travail pour précariser l'emploi et consolider un modèle néolibéral comme au Chili, au Pérou ou en Colombie ».

Rébellion : En novembre et décembre, vous avez écrit que le projet de Milei dépendait de la résistance populaire. Quelle est votre évaluation de la grève et de la mobilisation de la CGT?

Claudio Katz : Ils ont eu un impact extraordinaire tant par leur caractère massif que par leurs répercussions politiques. La place (devant le parlement) et ses environs étaient remplis d'une affluence spontanée qui complétait la présence syndicale. C'était une protestation frappante 45 jours après le début du gouvernement, en plein milieu des vacances et par temps chaud. La marche a été organisée avec des assemblées régionales et a connu une grande participation des secteurs jeunes, communautaires et culturels. Une fois de plus, quand le mouvement ouvrier organisé intervient, sa puissance est écrasante. Il a été le protagoniste des principales batailles populaires.

La mobilisation a également eu un grand effet international...

Certainement. Des actes de solidarité ont été enregistrés devant les ambassades dans de nombreux pays européens et dans les principales capitales de l'Amérique latine. Cela a montré qu'une conscience mondiale naissante contre l'extrême droite se dessine. On commence à remarquer que si Milei l'emporte, Kast, Bolsonaro, Uribe ou Corina Machado dans notre région, et Trump, Le Pen ou Abascal dans le nord, se renforceront.

Si, au contraire, nous parvenons à arrêter Milei, la vague mondiale des réactionnaires subira sa première défaite dans les rues face à une résistance organisée. Alors que l'anarchocapitaliste cherche le soutien international du FMI, des banquiers et des grands capitalistes, la lutte des travailleurs et des travailleuses argentins suscite la solidarité par en bas, dans de nombreux coins de la planète. Cette ligne de fracture est très prometteuse.

Observez-vous l'activisme international de Milei dans son discours à Davos?

Oui. Là-bas, il a réitéré ses éloges bien connus pour le capitalisme, mais avec le postulat absurde que ce système traverse son moment de plus grande prospérité. Il a exposé ce diagnostic insolite le même jour où un rapport sur l'inégalité illustre ce qui s'est passé au cours des quatre dernières années. Pendant cette période, la richesse des cinq hommes les plus riches de la planète a doublé, au détriment de l'appauvrissement d'un nombre incalculable de personnes.

Dans son apologie libertaire, Milei a rejeté toute forme de régulation étatique et nié l'existence de défaillances du marché. Il vit dans un monde fantastique, ignorant que le capitalisme ne pourrait pas fonctionner une minute sans le soutien des États. Il a également relancé la présentation enfantine de l'entrepreneur comme bienfaiteur social, ignorant l'exploitation, la précarisation de l'emploi, le chômage et le parasitisme des financiers.

À ces idéalizations mythiques de l'école néolibérale autrichienne, il a ajouté deux ajouts plus conventionnels. D'une part, la critique réactionnaire du féminisme et en particulier de l'avortement pour l'exercice effectif du principe de liberté individuelle qu'il valorise tant. D'autre part, il a une nouvelle fois nié le changement climatique, au milieu des catastrophes provoquées par les sécheresses, les inondations et la fonte que nous observons quotidiennement. Il ne méconnaît pas ces évidences par ignorance, mais pour son soutien intéressé aux compagnies pétrolières. Il est aligné sur le business de la pollution pour privatiser YPF (compagnie publique de pétrole de l'Argentine), favoriser le groupe Techint et livrer les gisements de Vaca Muerta (un projet d'exploitation du Gaz de Schiste).

Mais il a également émis un avertissement exotique contre la contamination socialiste de grandes institutions occidentales...

Oui, il semblait être un lunatique dans le discours réprimandant les banquiers pour permettre l'influence socialiste dans leurs réunions. Il est absurde de supposer qu'à la Mecque mondiale du néolibéralisme et de l'entreprise libre, il existe un courant de pensée anticapitaliste. Mais comme d'habitude, Milei a déployé ces emportements parce qu'il est contrarié. Dans ce cas, son mécontentement est dû au déclin de la mondialisation et à la dévaluation consécutive du Forum de Davos.

Les personnalités éminentes du passé n'assistent plus à cette réunion. Cette défection s'aligne sur le renforcement du virage vers une intervention régulatrice des États dans les économies centrales. Les tarifs et les dépenses publiques reviennent, maintenant avec des subventions aux chaînes d'approvisionnement et des lois favorisant la fabrication locale de haute technologie. Milei est contrarié par ce virage néokeynésien qui s'éloigne de son orthodoxie globaliste. Il est un néolibéral démodé, toujours attaché au globalisme des années 90.

Mais toujours fidèle au script des États-Unis...

Bien sûr. C'est sa priorité. Il est allé à Davos pour soutenir la campagne d'agression des États-Unis contre la Chine. La nouvelle puissance asiatique a déjà atteint des niveaux de productivité supérieurs à son rival occidental dans d'innombrables segments de l'activité industrielle. C'est pourquoi il participe à ce forum avec des propositions de libre-échange, dans l'intention de promouvoir ses affaires au détriment des États-Unis. Dans sa dénonciation exotique du socialisme, Milei a soutenu le lobby anti-chinois du leader américain.

Il est tellement au service de Washington qu'il ne se soucie pas d'affecter les énormes échanges commerciaux de l'Argentine avec la Chine avec cette campagne. Il a déjà retiré le pays des BRICS, exprime des gestes de reconnaissance envers Taïwan et met en péril le principal marché des exportations. Dans cette aventure, il dépasse Bolsonaro, qui a tenté la même politique de choc avec Pékin.

Milei attend toujours, en revanche, une rétribution financière de Wall Street pour autant de soumission au Département d'État. Il ne prend pas en compte que la Chine a déjà émis plusieurs avertissements à l'Argentine. Elle exige le remboursement des prêts-swaps et a prévu qu'elle pourrait remplacer l'achat de soja et de viande par des fournisseurs du Brésil, de l'Australie ou de l'Uruguay. Tout comme avec le Conicet, Arsat, les universités publiques ou YPF (Pétrolier

public argentin), Milei pourrait détruire en un mois un échange commercial avec la Chine construit au fil de plusieurs décennies.

Est-ce simplement de la soumission aux États-Unis ou une nouvelle stratégie globale de l'extrême droite?

Les deux. Milei a une grande affinité avec Netanyahu, car ce sont les deux figures centrales du nouveau virage international de l'extrême droite. Avec leurs pratiques atroces, ils favorisent le passage du discours à l'action.

Le massacre à Gaza commandé par Netanyahu et la destruction de l'économie argentine que promet Milei diffèrent de la gestion conventionnelle de Bolsonaro ou du premier Trump et s'alignent sur Orbán et Meloni. Les deux figures réactionnaires du moment soutiennent des actions draconiennes pour réorganiser la géopolitique, suivant la contre-offensive impériale lancée par les États-Unis pour regagner des positions dans le monde.

Au Moyen-Orient, ce durcissement implique de déclencher un incendie pour bloquer la relation de la Chine avec l'Arabie saoudite et le progrès conséquent dans la dé-dollarisation de l'économie mondiale. En Amérique latine, cela suppose de reprendre avec une plus grande virulence la restauration conservatrice pour étouffer l'émergence fragile d'un nouveau cycle progressiste. Milei est une pièce de la stratégie conçue par Trump pour un nouveau mandat depuis la Maison-Blanche.

Cette ligne d'action rapproche-t-elle Milei du fascisme?

Ce n'est pas le terme approprié pour caractériser son projet. Milei cherche à introduire en Argentine une réforme du travail pour précariser l'emploi et consolider un modèle néolibéral similaire à celui développé au Chili, au Pérou ou en Colombie. Pour atteindre cet objectif, il doit modifier les rapports de force en pliant les syndicats, les mouvements sociaux et les organisations démocratiques. C'est un objectif thatcherien, axé sur la rupture des puissantes organisations populaires du pays. Il cherche à régler un conflit social emblématique en faveur des classes dominantes, comme cela s'est produit avec la grève des mineurs anglais en 1984.

Milei est entouré de groupes fascistes, mais son projet n'est pas fasciste. Il n'a pas immédiatement l'intention de forger un régime tyrannique, avec le déploiement de la terreur contre les organisations populaires. Ce modèle réactionnaire apparaît généralement dans des conjonctures de danger révolutionnaire. Pour l'instant, le libertaire cherche à soumettre les travailleurs avec le soutien de la classe dominante et des médias.

Les puissants lui pardonnent tout pour qu'il puisse concrétiser son ajustement. Ils ne disent rien des erreurs d'un dirigeant qui dépense de l'argent public pour rénover sa résidence pour y installer ses chiens, qui perd son temps dans des débats délirants sur les réseaux sociaux avec de faux comptes, ou qui judiciaire le chauffeur qui a renversé un chien.

Les propriétaires de l'Argentine détournent le regard, attendant que leur plan de guerre contre le peuple fonctionne. Il y a beaucoup d'enjeux commerciaux au détriment de la majorité. La démolition des retraites et la vente du Fonds de garantie rouvrent, par exemple, la possibilité de réintroduire l'escroquerie des AFJP (le fonds de retraite de l'État). La restauration de l'impôt sur le revenu pour les salariés aux revenus les plus élevés finance le blanchiment et le nouveau pardon aux grands évadés fiscaux.

Mais ne génère-t-il pas d'opposition avec sa gestion erratique et imprévisible?

Si. Chaque jour, il intervient avec une certaine improvisation, car il réagit de manière chaotique face aux échecs qu'il rencontre. Il a été très affecté par le succès de la grève et, avec sa furie habituelle, il a limogé des fonctionnaires et des ministres. Son grand projet est la remodelation régressive du pays, à travers le Décret de Nécessité et d'Urgence et la loi omnibus (une loi qui a eu une première approbation, avec des articles comme la privatisation des actifs de l'État et la restriction des droits des manifestants). Ce sont deux initiatives anticonstitutionnelles visant à perpétrer un pillage gigantesque.

Mais il rencontre la même limite qui a obligé Bolsonaro en 2019 à négocier ses mesures avec de nombreux législateurs ou gouverneurs, en accordant des avantages en échange de votes. Dans ces négociations, la moitié de son projet a déjà été élaguée, et il le ferait approuver en général, mais en coupant complètement les initiatives spécifiques. Il bénéficie du soutien du PRO (Parti républicain), de l'UCR (Parti social-démocrate) et de la Coalition fédérale pour attaquer les droits populaires, mais ce soutien ne s'étend pas à la gestion des affaires. Il y a une différence entre l'objectif commun de détruire les syndicats et les mouvements sociaux, et la question de qui profite des privatisations et de la dérégulation.

Les entreprises qui rivalisent pour cette part du gâteau ont différents porte-parole au Congrès. C'est pourquoi la droite conventionnelle tente de limiter les pouvoirs délégués à l'Exécutif. Elle donne carte blanche pour réprimer la protestation sociale, mais cherche à s'approprier une part de la réforme fiscale en cours. Le libertaire n'arrive pas à orienter ces conflits au Parlement, et son autorité politique s'affaiblit dans l'interminable série de négociations avec la droite conciliante. S'il parvient à un accord à la Chambre des députés, il devra

encore passer par la trituration du Sénat, alors que les tribunaux émettent déjà des jugements limitant son action.

Que fera Milei si ces obstacles persistent?

Tout indique qu'il envisage une aventure référendaire. Cela pourrait être maintenant ou plus tard. Il étudie cette convocation aux urnes, sous le prétexte que le Congrès ne le laisse pas gouverner. De cette manière, il reprendrait la campagne contre la «caste» sur laquelle il a basé son succès électoral. Il imagine ce recours comme le coup d'envoi du régime politique autoritaire qu'il aspire à construire. La réforme électorale — déjà rejetée par le Congrès — soutenait ce modèle en définançant l'activité électorale et en privatisant la politique, en fragmentant la carte électorale en de nombreuses circonscriptions.

Le grand problème de Milei est l'absence d'une base politique propre. C'est là que réside la grande différence entre Milei, Bolsonaro, Trump ou Kast. Il n'a pas ce soutien et jusqu'à présent, il n'a pas pu le forger. Il n'a pas réussi à créer un mouvement réactionnaire contre la grève ni à répéter les marches de droite de l'ère Macri ou les manifestations régressives de la pandémie contre le progressisme.

Il envisage également l'option répressive que Bullrich évoque chaque jour, avec des amendes multimillionnaires aux syndicats, des restrictions au droit de réunion et des provocations contre les manifestants. La présence de la gendarmerie dans les rues s'intensifie, et Milei cherche un prétexte pour autoriser l'intervention des forces armées dans la sécurité intérieure. Dans cette optique, il a épuré le haut commandement et a placé à sa tête un homme très connecté avec le Pentagone. Mais même dans ce domaine, il n'a pas obtenu de résultats.

Le grand test est le protocole contre les barrages pour empêcher les manifestations, qui a été débordé maintes et maintes fois jusqu'à présent. Le fiasco de la police arrêtant au hasard des manifestants devant le Congrès confirme cet échec. Je pense que dans ce domaine, la dispute avec la protestation populaire active et courageuse continuera.

La situation économique ne sera-t-elle pas tout aussi déterminante?

Sans aucun doute. Milei cherche à baisser les salaires et à appauvrir la majorité, afin de stabiliser la monnaie en réduisant l'inflation par le biais d'une récession induite. Avec la réduction des dépenses publiques, la contraction de la consommation intérieure et l'effondrement du niveau d'activité, il espère aplatir l'inflation. Cela s'est déjà produit à plusieurs reprises dans le passé.

Il s'agit de l'ajustement orthodoxe en cours, qui tend à générer une chute du PIB supérieur à celle observée l'année dernière. Milei mise sur l'organisation du front monétaire avec l'arrivée de dollars provenant de la récolte record, des exportations d'hydrocarbures et de la réduction des importations. Son objectif est de recréer, avec l'approbation du FMI, une situation similaire à celle des années 90 avec Menem. Dans ce contexte, il forgerait sa base politique de droite.

Et cette répétition est-elle réalisable?

Nous ne le savons pas, mais rappelons que Menem a réussi à survivre au désastre inflationniste de son début prolongé et Milei commence à peine à suivre cette trajectoire. Le Riojano pouvait compter sur le justicialisme, les gouverneurs et la bureaucratie syndicale. Son émule n'a pas ce soutien, et pour continuer dans la course, il devra passer le test immédiat d'un trimestre tumultueux. S'il doit dévaluer à nouveau en mars ou avril, il fera face à une grande crise.

Cette perspective d'une nouvelle grande dévaluation du peso est déjà visible en raison de l'escalade des prix, neutralisant les effets de la mégadévaluation de décembre. De plus, le cercle vicieux de la récession qui fait chuter les recettes et accroît le déficit budgétaire est très visible, annulant tous les effets des coupes décidées par le gouvernement.

Ces incohérences intensifient les conflits entre les trois grands secteurs capitalistes du pays. Milei-Caputo est le représentant du capital financier et fait chuter l'économie pour garantir le remboursement des créanciers. Ils exploitent le peuple, mais si cette confiscation n'est pas suffisante, ils sont prêts à exiger des paiements des deux autres groupes de pouvoir. Un secteur est l'agrobusiness, qui a bénéficié grandement de la dévaluation, mais résiste maintenant à contribuer à l'impôt sur les retenues exigé par le gouvernement. L'autre segment des industriels est en phase avec la réforme du travail promise par Milei, mais est affecté par l'ouverture commerciale et la réduction des avantages fiscaux dans les provinces.

Quels sont donc les scénarios en gestation?

Les alternatives dépendent du résultat de l'agression contre le peuple. Tous les prédécesseurs de Milei ont réussi à imposer leur agenda pendant un certain temps, sans jamais parvenir à remodeler l'économie néolibérale ni à stabiliser un gouvernement de droite. La différence entre Videla, Menem et Macri résidait dans la durée pendant laquelle ils ont réussi à préserver leurs modèles.

La dernière expérience a été la plus courte et cette brièveté pourrait se reproduire si la bataille populaire en cours remporte un succès similaire à celui de la réforme des retraites de 2017. Milei espère éviter cette frustration en haussant les enchères avec l'option de la dollarisation, et les groupes de pouvoir suivent attentivement sa gestion, évaluant s'ils continuent à le soutenir ou s'ils préparent un remplacement avec le tandem Villaroel-Macri (ancien président de droite de 2015 à 2019). Tout dépendra du résultat de la bataille sociale qui se joue dans les rues et ce qui se passe avec la loi omnibus donnera un premier indice de cette confrontation.

Remarquez-vous des changements dans la résistance populaire?

La massivité et la diversité lors de l'acte de la CGT (confédération générale du travail) indiquent qu'il y a une certaine prise de conscience de l'intensité de la lutte en cours. De nombreux participants à cette manifestation ont souligné que «cela ne fait que commencer» et d'autres ont appelé à continuer à descendre dans les rues jusqu'à ce que Milei soit vaincu. Dans certains quartiers, les assemblées et les casseroles réapparaissent avec une certaine réminiscence de 2001, et un élément clé a été la clôture de l'acte avec le discours d'une mère de la Place de Mai. Cette centralité des droits de l'homme sera déterminante pour la bataille actuelle.

Je trouve également intéressante l'ouverture de la direction de la CGT, qui s'est réunie avec des députés du FIT (Front de Gauche et de travailleurs) et a invité la plupart des organisateurs de l'acte à la tribune. Ils ne veulent pas répéter le rejet de leurs complicités passées, de leur inaction à l'époque de Macri ou de leur aveuglement face à l'irruption des mouvements sociaux.

Quoi qu'il en soit, la continuité d'un plan de lutte reste en suspens, car il est évident qu'une grève ne suffit pas à arrêter Milei. Dans les manifestations, on demande encore et encore l'unité des travailleurs contre ceux mécontents de cette convergence. Cette consigne exprime un profond désir de redoubler la lutte, avec l'organisation syndicale à la tête d'un front qui vaincra l'austérité.

Je trouve également significative la radicalisation qui commence à se faire sentir parmi les secteurs qui espèrent occuper la rue jusqu'à la chute du gouvernement. Le cinéaste Aristarain l'a explicitement exposé. Enfin, je prêterais attention à la signification du slogan : «la Patria no se vende» (la Patrie ne se vend pas), adopté par de nombreux participants à la manifestation. Dans cette revendication, la Patrie est Arsat (entreprise publique satellitale), le Conicet (organisme dédié à la promotion de la science) et les salaires. C'est une façon de remettre en question le néolibéralisme, soulignant que «je ne me vends pas», car «je ne suis pas une marchandise». Le sens sous-jacent est une variante du patriotisme progressiste.

En résumé, il semble que nous retournons aux crises typiques et aux dénouements vertigineux de l'Argentine...

Oui. Tout s'accélère à nouveau et commence à se jouer en plein été. L'impression initiale d'une trêve jusqu'en mars-avril s'est dissipée, car l'audace avec laquelle agit Milei est évidente. C'est sa caractéristique principale et le reste est secondaire. S'il improvise ou s'il a un plan est un élément accessoire, comparé à un comportement réactionnaire déterminé et très similaire à celui de Thatcher, Fujimori ou Yeltsin. Les puissants le soutiennent pour cette position et du côté populaire, il faut répondre avec la même résolution. La pièce est en l'air, et celui qui fera preuve de la plus grande détermination l'emportera.

Claudio Katz, économiste et chercheur du CONICET, professeur à l'UBA (Université de Buenos Aires) et membre du réseau des Économistes de Gauche (EDI).

Rébellion a publié cet article avec l'autorisation de l'auteur.

Traduction avec Deepl révisé par Mario Gil Guzman